

CESSEZ-LE-FEU A GAZA ET TRUMP A LA MAISON BLANCHE, PAS DE PAIX SOUS LE RÈGNE DU CAPITAL!

A l'heure où nous écrivons, un cessez-le-feu a été conclu entre Israël et le Hamas. Après 15 mois d'une guerre génocidaire menée par l'État israélien, les bombes s'arrêtent enfin de pleuvoir sur Gaza. Joe Biden se félicite de la signature de cet accord dont il s'attribue tout le mérite. De son côté, Trump affirme « *Si nous n'avions pas été impliqués dans cet accord, celui-ci n'aurait jamais eu lieu* ». Cette bataille pour la médaille de meilleur négociateur sur un cimetière est risible et écœurante. La complicité de Joe Biden est telle que les étudiants américains mobilisés pour la Palestine le surnomment « Génocide Joe ». Trump, de son côté, promettait il y a quelque temps « *l'enfer sur terre* » aux Palestiniens si les otages n'étaient pas libérés. Au fond, tous deux défendent de manière inconditionnelle l'État israélien, relais de leur influence dans la région.

Le secrétaire d'Etat américain Blinken affirme que les gazaouis pourront désormais reconstruire « *leurs vies et leur avenir* ». Quelle blague ! Gaza est un champ de ruine, 75 % des bâtiments sont détruits, la majorité des hôpitaux et des écoles ont cessé de fonctionner. Même si les bombes s'arrêtent de pleuvoir, le génocide continue. Car Israël rend toute vie et avenir impossible sur le territoire. En réalité aucune paix ne sera jamais possible sans le renversement de l'impérialisme dont l'État Israélien est un des principaux piliers dans la région.

Trump à la maison blanche : l'impérialisme assumé

Le milliardaire Donald Trump prend ses fonctions de président des États-Unis ce lundi 20 janvier. Mais depuis quelques semaines déjà, il multiplie les sorties provocatrices, en affirmant vouloir annexer le Groenland, ou encore récupérer le contrôle du canal de Panama. Ce président d'extrême-droite veut se faire le champion de la défense des intérêts américains, c'est-à-dire des intérêts des grandes sociétés américaines.

Les dirigeants américains n'ont jamais hésité à s'immiscer dans les affaires des pays voisins, à

financer des groupes à leur botte ou à envoyer leur armée aux quatre coins du monde dès lors qu'il s'agit de défendre les intérêts des entreprises américaines. La seule différence entre Trump et ses prédécesseurs, c'est que lui le fait sans hypocrisie ! Alors que les tensions commerciales ou militaires entre grandes puissances se multiplient de par le monde, Trump annonce clairement la couleur : il défendra jusqu'au bout l'impérialisme américain, par la force s'il le faut.

Que ce soit d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique, c'est le même ordre social capitaliste que les dirigeants du monde défendent. Il y a quelques jours, c'est le ministre des armées français qui s'est félicité du bilan des ventes d'armes françaises en 2024. Avec 18 milliards d'euros, les marchands de morts français ont réalisé un chiffre d'affaires record cette année. Malgré ses doux mots sur l'indépendance des peuples et le droit international, Macron ne leurre personne : lui aussi sème la mort aux quatre coins du monde.

Poursuivre la lutte en solidarité avec le peuple palestinien !

Partout dans le monde, les capitalistes des différents pays n'hésitent pas à poursuivre leur politique va-t-en guerre pour défendre leurs profits. Si à Gaza un cessez-le-feu a été trouvé, celui-ci n'est que temporaire car la rapacité de l'Etat israélien et ses soutiens chez les grandes puissances est, malheureusement, grandissante. En témoignent les raids permanents menés en Cisjordanie où la colonisation s'accentue, et la présence de son armée au sud Liban et dans le Golan syrien. Plus que jamais, la jeunesse et le monde du travail doivent s'organiser pour construire la mobilisation en solidarité avec la lutte du peuple palestinien pour son autodétermination, contre le colonialisme et l'impérialisme. C'est nous, le camp des exploités, par notre mobilisation, qui pourront arrêter la politique militariste des grandes puissances !

Edito du NPA Jeunes du 20 janvier 2025

Non à l'instrumentalisation du trafic de drogue pour justifier la guerre sociale menée à l'encontre des habitants des quartiers pauvres : intervention de Baptiste Anglade, travailleur social et candidat du NPA-Révolutionnaires au législatives



MANIFESTATION CONTRE LE GENOCIDE EN PALESTINE ET L'OFFENSIVE GUERRIERE D'ISRAËL AU MOYEN-ORIENT

SAMEDI 25 JANVIER, 14H30 PLACE FELIX POULAT

Pour suivre :  **NPA.revo.TravailSocial**
Baptiste Anglade



ITS Erasme : les écoles en travail social ne sont pas des casernes !

Depuis début décembre, la direction de l’Institut du Travail Social Erasme à Toulouse et Montauban multiplie les sanctions à l’encontre des étudiants et personnels. En cause, la solidarité autour d’un directeur pédagogique mis à pied par la direction. Après un mouvement de grève s’opposant à cette mesure, la direction a choisi la provocation en annonçant le licenciement du formateur lors d’une réunion de l’ensemble des salariés. Le principal intéressé n’étant informé par courrier que le lendemain. De plus, la répression s’est étendue aux salariés mobilisés en solidarité : une salariée a reçu un avertissement à la suite d’un accident de travail tandis qu’un CDD n’a pas été reconduit... Une grève était appelée ce mercredi 22 janvier pour protester contre les méthodes de la directrice qui n’est autre que l’ancienne représentante régionale du syndicat d’employeur NEXEM. Contre l’autoritarisme des directions d’écoles, c’est par la grève et par la solidarité entre salariés et étudiantes qu’il sera effectivement possible de se faire respecter.

Isère : le département recule pour mieux couper nos budgets.

Anticipant les 5 milliards d’euros de coupes dans le budget des collectivités territoriales annoncés par Barnier, le département de l’Isère a reporté au 27 et 28 mars le vote du budget. Avant la censure du gouvernement, le président du département Jean-Pierre Barbier estimait à 120 millions d’euros les baisses de dotations pour l’Isère. Aux deux tiers à droite, le conseil départemental faisait partie de ceux qui avaient menacé en novembre dernier de cesser le financement du RSA ou de la prise en charge des Mineurs Non Accompagnés. C’est donc sans attendre le vote qu’il faut nous préparer à la grève et à la mobilisation pour refuser que nos salaires et conditions de travail soient sacrifiés.

Contre la casse du social et l'austérité, préparer le toutes ensemble

Depuis que Barnier puis Bayrou ont annoncé l’austérité, les coupes se succèdent dans les budgets départementaux de l’action sociale avec pour conséquence des fermetures de structures et des licenciements. De nombreuses mobilisations se construisent en ce début d’année pour s’y opposer. À Montpellier, le 16 janvier, un rassemblement était organisé devant le Conseil Départemental pour dénoncer notamment la fermeture de deux centres sociaux de l’association Adages et la suppression de 40 postes. Dans le Rhône, le département exige que les mairies prennent en charge un quart du budget de la prévention spécialisée, et coupe les financements en cas de refus. À Brignais et Villefranche, c’est l’arrêt de la prévention spécialisée et le licenciement ou la mutation de dizaines de salariés. Pour s’y opposer un rassemblement est organisé le vendredi 31 janvier au 52 rue de la Paix, Villefranche à 12h30. Enfin, à Lille, un rassemblement est organisé le 6 février pour dénoncer la suppression d’au moins 60 postes

**CONTRE LES LICENCIEMENTS ET LES COUPES DE BUDGET,
PRÉPARONS LA GREVE DANS LE SOCIAL !**

REUNION PUBLIQUE

5 FEVRIER 17H30 A PAIN ET CIE - ECHIROLLES

et plusieurs services suite aux 3 millions d’euros de coupe budgétaire décidée par le département du Nord. L’ampleur des attaques contre le social, mais aussi l’existence de mobilisation dans de nombreux départements, rend essentiel la construction d’un mouvement d’ensemble contre la casse du social et l’austérité. Cela implique de préparer dès maintenant la grève du 1er avril tout en soutenant les mobilisations locales qui surgiront d’ici là.

Serafin-PH : non à la mise en concurrence

La réforme SERAFIN-PH (Services et Établissements Réforme pour une Adéquation des FINancements aux parcours des Personnes Handicapées) devait entrer en vigueur en ce début d’année 2025. Négociée depuis 2014 avec l’appui des syndicats d’employeurs, elle modifie le financement des Établissements Sociaux et Médico-Sociaux (ESMS) en s’inspirant de la tarification à l’acte en vigueur dans la santé. Véritable attaque contre les salariés et publics du médico-social, cette réforme organise la mise en concurrence des ESMS afin de mieux imposer les réductions de moyens alloués à la prise en charge du handicap. Pourtant favorables à cette réforme, les employeurs, NEXEM et la FEHAP, ont annoncé qu’ils refuseraient de remonter les données par établissement. Ils s’inquiètent que le nouveau mode de financement se résume à une « simple convergence tarifaire ». Ce sont pourtant les mêmes employeurs qui soutenu cette réforme, les salariés ont donc tout intérêt à s’organiser de façon indépendante pour imposer des moyens à hauteur des besoins et refuser la mise en concurrence des services.

Nouvelle convention collective : les employeurs à l’offensive contre nos droits

Depuis la signature en juin dernier d’accords sur la prime Ségur et la négociation d’une Convention Collective Unique Étendue, le dialogue social patine entre AXESS (syndicat patronal regroupant NEXEM et la FEHAP) et la CGT, Sud, FO, CFDT. Dernier épisode en date la CFDT a claqué la porte des négociations le 16 janvier en exigeant qu’AXESS présente un projet d’accord sur la nouvelle classification des rémunérations d’ici avril. Les employeurs refusent en effet de négocier la moindre hausse de salaire, anticipant les coupes budgétaires présentées par Barnier puis Bayrou. Au-delà, ce sont les quelques acquis sociaux de la convention 66 qui sont visés (indemnisation des arrêts-maladies, congés...) mais aussi la reconnaissance des diplômes dans les grilles de rémunérations. Axess souhaiterait, avec l’appui de la CFDT notamment, mettre en place de nouveaux critères et instaurer un salaire au mérite. Pour maintenir les acquis et en gagner de nouveaux, il n’y a rien à attendre du dialogue social. C’est en préparant dès maintenant un mouvement de grève d’ensemble que nous pourrons imposer les augmentations de salaires et de moyens financiers et humains dont les salariés et publics accompagnés du social ont cruellement besoin.



**ABONNE-TOI
A LA NEWSLETTER**